

Pourquoi le syndicalisme étudiant

Par Benoit Marsan, étudiant à l'UQAM

Ce texte s'adresse à toutes les militantes et tous militants étudiant-e-s honnêtes qui veulent contribuer, peu importe les divergences idéologiques au niveau organisationnel, à un débat sain et non partisan sur l'avenir du mouvement étudiant québécois. Espérons que ce texte aidera à la réflexion et contribuera à une unité réelle de la gauche étudiante. Car l'enjeu absolu n'est pas le MDE ou une lutte de pouvoir interne, comme certains et certaines veulent le croire et le faire croire, mais plutôt le syndicalisme étudiant contre une vision plus affinitaire de l'organisation étudiante, ou plutôt l'organisation de masse contre les groupes politiques restreints.

1.0 Petit historique

Pour être en mesure de comprendre et de saisir la pertinence du syndicalisme étudiant, il est d'abord nécessaire de voir dans quel contexte large ce dernier est né et quelles sont les conditions historiques qui ont mené à son développement. Il faut aussi noter que l'auteur de ces lignes n'a pas la prétention d'avoir rédigé un historique des plus rigoureux, les sources limitées, résultat du manque de temps et de la difficulté d'accès à ces dernières (particulièrement pour les sources primaires), ne permettent donc d'apporter qu'une contribution fragmentaire aux 40 ans d'histoire du syndicalisme étudiant québécois. L'auteur, à l'exception des 5 ans d'histoire du MDE, n'a pu être le témoin privilégié de l'ensemble du développement historique du mouvement étudiant. Cependant, espérons que ce travail modeste puisse néanmoins contribuer à la réflexion et au débat sur l'avenir du syndicalisme étudiant.

Il faut voir qu'au Québec, le terme « syndicalisme étudiant » n'apparaît pas dans le jargon des associations étudiantes avant les années '60¹. C'est vers cette époque que les associations étudiantes (essentiellement l'AGEUM, Université de Montréal) décident de rompre avec les formes traditionnelles que prenaient les associations étudiantes par le passé.

Il faut comprendre qu'auparavant les associations étudiantes étaient des organisations corporatistes qui s'occupaient essentiellement d'activités parascolaires et sportives. Le strict statut d'étudiant prédominait et le monde étudiant était perçu comme une entité hors du reste de la société (il est évident que cette vision simple du phénomène étudiant est hélas encore présente dans une majorité d'associations étudiantes québécoises).

¹ Pierre Bélanger, Le mouvement étudiant québécois : son passé, ses revendications et ses luttes, Montréal, ANEQ, 1984, p. 8.

1.1 Le syndicalisme étudiant français

On peut retracer l'origine du syndicalisme étudiant à 1946². À cette époque, l'Union Nationale des Étudiants Français, dans le contexte de la Libération, adopte la Charte de Grenoble qui pose clairement les bases du syndicalisme étudiant. La Charte met en perspective le statut d'étudiant en le définissant comme « un jeune travailleur intellectuel » qui est tributaire de droits inaliénables et du même coup de devoirs face à l'ensemble de la société.

L'article 4 stipule qu'« en tant que travailleur, l'étudiant a droit au travail et au repos dans les meilleures conditions et dans l'indépendance matérielle, tant personnelle que sociale, garanties par le libre exercice des droits syndicaux » Les étudiantes et les étudiants deviennent donc une force de changement social au même titre que les ouvriers et les ouvrières. Elles et ils ne se contentent pas seulement de jouir de droits, mais aussi d'assurer certaines responsabilités face à la société. Ces devoirs s'articulent principalement autour de la défense de la vérité en propageant la culture et l'histoire et « de défendre la liberté contre toute oppression, ce qui, pour l'intellectuel, constitue la mission la plus sacrée. »

À la base, le syndicalisme étudiant français prend son essor et se consolide autour de la décolonisation et de la Guerre froide. Une lutte est engagée contre les tenant-e-s de l'apolitisme.

Au Congrès d'Arcachon en 1950, l'UNEF appuie le désir d'émancipation des colonies françaises en appuyant les luttes de libération nationale soutenues et encouragées par les mouvements étudiants « français » d'outre-mer dans le cadre idéologique fixé par la Charte de Grenoble³. Cette prise de position marque le tournant décisif vers la politisation et les luttes politiques du mouvement étudiant français et cimente la volonté de l'organisation de type syndicale au sein de ce même mouvement étudiant⁴.

1.2 Émergence du syndicalisme étudiant québécois

Comme il fut mentionné plus haut, ce n'est pas avant les années '60 que la notion de syndicalisme étudiant voit le jour dans le paysage politique québécois. À cette époque (1961), inspiré-e-s par la Charte de Grenoble⁵, les étudiantes et les étudiants de

² Il s'agit du cas français, dont s'inspire bien entendu les militantes et militants au Québec. Pour ce qui est du développement du phénomène syndical étudiant ailleurs dans le monde, aucune information n'a pu être trouvée. Ce qui laisse croire que l'appellation ainsi que le développement théorique proviendraient à la base du mouvement étudiant français.

³ Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque, Bases fondamentales du syndicalisme étudiant, www.seul.asso.fr/publication/publications_acceuil.html.

⁴ Ibid.

⁵ Pierre Bélanger, Op. Cit., p. 7.

l'Université de Montréal rédigent leur propre charte des droits et des devoirs étudiants, la notion de syndicalisme en milieu étudiant marque une rupture avec l'organisation traditionnelle en associations de partys et de services⁶.

Cette nouvelle imprégnation idéologique conduit à une prise de conscience de la part des militantes et militants du mouvement étudiant afin de construire des véhicules de lutte⁷ étant à la fois capables d'offrir certains services à la population étudiante (griefs, photocopies, centre de documentations, locaux, etc.), services découlant directement d'une prise de conscience politique, et d'organiser la défense de droits.

La réorientation du mouvement étudiant vers une lutte combative va de pair avec la notion du syndicalisme étudiant. Parallèlement, la prise de conscience du rôle social de l'étudiante et de l'étudiant en tant que travailleur et travailleuse intellectuel-le, ne se limite pas à des revendications purement étudiantes, mais les poussent à mener des luttes conjointes avec le mouvement ouvrier et de faire siens les combats quotidiens de la classe ouvrière⁸.

Les années '60 sont marquées par la naissance du syndicalisme étudiant qui puise sa force et son énergie à la foi dans la lutte pour une démocratisation du système d'éducation québécois et dans l'ébullition des luttes ouvrières, féministes et nationalistes qui caractérisent l'intensification des luttes de classes et la prise de conscience sociale par une partie non négligeable de la société québécoise.

Conscient-e-s de la nécessité d'organiser la lutte et de prendre les moyens financiers et organisationnels nécessaires pour maintenir un rapport de force permanent face à l'État, les tenant-e-s du syndicalisme étudiant (plus de 200 délégué-e-s) se réunissent en novembre 1964 à l'Université de Montréal et fondent la première organisation syndicale étudiante québécoise, l'Union Générale des Étudiants du Québec (U.G.E.Q.).

1.3 La grève de '68 et la mort temporaire du syndicalisme étudiant

Le but de la présente section n'est pas de faire l'historique détaillé de la grève de '68, mais plutôt de voir et de comprendre le mouvement de sabotage des associations générales étudiantes. À l'automne '68, le mouvement étudiant québécois est entraîné dans une immense vague de contestation. Suite aux fortes attentes des militantes et des militants, la première grève générale étudiante est perçue à l'époque comme un échec. Pourtant, c'est

⁶ Ibid.

⁷ On entend ici une organisation de masse ayant pris conscience de sa volonté et de son rôle de changement social.

⁸ Pierre Bélanger, Op. Cit., p. 8.

Ce phénomène s'exprime par des manifestations conjointes avec les employé-e-s en grève du Canadien National contre les propos racistes de son Président M. Donald Gordon (décembre '62), Ou encore, en avril '62, les étudiantes et les étudiants de l'U. de M. font une grève en appui aux employé-e-s du Centre social de l'université qui tentent de se syndiquer.

suite à cette grève que l'on assistera à la création de l'UQAM, à une réforme des prêts et bourses et au gel des frais de scolarité⁹.

S'il y a eu échec pour le mouvement étudiant, c'est que dans un élan d'idéalisme et d'aventurisme, les militantes et les militants provoquèrent la dissolution des A.G.E. et faisaient faire marche arrière au mouvement étudiant qui prendra presque 6 ans à s'en remettre.

Au-delà des problèmes financiers et du sentiment collectif de découragement, la dissolution des A.G.E. cache en vérité une crise idéologique profonde au sein du mouvement étudiant. Les tenantes et les tenants du syndicalisme étudiant étaient désormais isolé-e-s. Ces dissolutions d'A.G.E. ont provoqué la mort de l'U.G.E.Q., car cette dernière était basée sur le membership des assos locales. Ceux et celles qui voyaient l'avenir de la lutte étudiante par des groupes « politiques » assumaient dorénavant le momentum et devenaient les fossoyeuses et les fossoyeurs du syndicalisme étudiant.

Les principaux arguments amenés par cette tendance tiennent essentiellement en deux points. Tout d'abord, la forme syndicale représentait la constitution d'organes « bureaucratiques », enclins à étouffer la spontanéité militante et donc à empêcher la construction d'une réelle base contestataire¹⁰.

« Donc, c'est dans une optique « révolutionnaire » que les militants-es étudiants-es décident arbitrairement de liquider l'association étudiante en espérant ainsi créer des affrontements nouveaux qui auraient, disent les militants-es, pour effet de radicaliser les étudiants-es. »¹¹

Même si l'histoire leur donne raison sur la question de la radicalisation, cette tendance, on le verra plus tard, ne sera pas à même de créer un discours théorique et des structures propres à mobiliser un mouvement de masse, qui ne reverra seulement le jour qu'avec le retour du syndicalisme étudiant en '74.

Un autre argument mentionné est la question de la participation aux instances administratives et gouvernementales. Le rejet de la collaboration provient d'une crise profonde de représentativité. On ne croit plus dans les structures, on ne veut plus collaborer. Effectivement, « négocié c'est se faire fourrer », surtout lorsque les militant-e-s de base sont démobilisé-e-s et ne permettent pas de maintenir un rapport de force permettant d'imposer avec vigueur les conditions étudiantes.

Par contre, bien que cette critique ne soit pas tout à fait sans fondement, les gestes de dissolution initiés par la tendance « politique » ne purent se faire sans un recul politique et stratégique dont le mouvement étudiant mettra un certain temps à se remettre.

Par une telle action, on venait d'un coup de perdre l'ensemble de la force de frappe du mouvement étudiant qui se représentait par les cotisations, les espaces de débat, les

⁹ Benoit Renaud, 6 grèves générales, 1996, p. 3

¹⁰ Pierre Bélanger, Op. Cit., p. 47.

¹¹ Ibid.

organes d'information et l'influence des services étudiants qui permettaient d'inclure et de politiser une importante frange de la population étudiante qui n'était pas a priori politisée.

Dans le cas plus spécifique de l'A.G.E.U.M., pour Pierre Bélanger, les conséquences furent grandes :

« En fait l'AGEUM était beaucoup plus qu'une simple structure de représentation; elle symbolisait une tradition historique avec des revendications bien définies tout en possédant des moyens financiers et techniques énormes qui avaient été bien utiles lors de luttes précédentes. »¹²

Même son de cloche pour Jean-Marie Vézina :

« Si le syndicalisme étudiant a pu, à un moment donné de l'histoire du Québec, être si influent, c'est parce qu'il pouvait entre autres choses s'appuyer sur des puissantes associations étudiantes bien implantées dans les universités. »¹³

Toujours selon M. Vézina, se référant au cas plus précis de la SOGÉÉCOM;

« Au Collège de Maisonneuve, en ce début de décennie '70, les services aux Étudiants sont donc virtuellement maître de l'ensemble de la vie étudiante. Certes, des organismes continuent de se réunir et de développer leurs activités, mais c'est maintenant l'administration du Collège qui serre ou desserre les cordons de la bourse, laquelle est pourtant remplie des sommes provenant de la perception de la cotisation obligatoire chez les étudiantes et les étudiants. Cette perte d'autonomie est aggravée du fait qu'une fois distribué, il n'est aucunement assuré que cet argent sera dépensé dans l'intérêt de toutes et tous. En effet, comme il n'existe plus de structures, larges, démocratiques, disposant du contrôle de cette cotisation et en mesure de parler au nom de toutes et tous les étudiants, le milieu étudiant semble avoir définitivement perdu la mainmise sur ses services et, plus largement, sur sa possibilité de déterminer la vie étudiante. »¹⁴

Ce qu'on peut en conclure, c'est que la liquidation des A.G.E. a provoqué une onde de choc importante au sein du mouvement étudiant qui a eu 2 principales conséquences. Premièrement, elle a lancé un débat sur les formes d'organisation et de luttes que devait prendre le mouvement étudiant, débat qui se soldera par un retour à l'organisation syndicale en '74. De plus, ce mouvement entraîna une perte de pouvoir des associations étudiantes qui se fera ressentir à travers le temps. Le meilleur exemple est sans doute la perte de nombreux services et la prise en charge de toute la dimension de la vie étudiante, qui incombait aux syndicats étudiants, par les différentes administrations, phénomène qui perdure toujours.

Il faut aussi souligner, qu'on a dissous les différents organes de démocratie de « masse ». « Au nom de la démocratie (on s'en gargarise parfois!), on avait tué tout ce qui avait permis dans le passé de la faire vivre cette sacro-sainte démocratie »¹⁵.

¹² Ibid., p. 48.

¹³ Jean-Marie Vézina, T'as 20 ans, la SOGÉÉCOM aussi!, Montréal, SOGÉÉCOM, 1992, p.17.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Pierre Bélanger, Op. Cit., p. 53.

1.4 L'absence des syndicats étudiants et l'émergence des groupes politiques

Dès la disparition des principales organisations syndicales étudiantes, les militantes et les militants étudiantes et étudiants doivent désormais se chercher de nouvelles organisations au sein desquelles militer. L'agitation sociale et politique qui découle entre autre de la crise économique de 1972-1973 et de la crise d'octobre, doublée de la radicalisation des grandes centrales syndicales¹⁶ crée une conjoncture favorable à la mise sur pied d'une multitude d'organisations.

Les organisations politiques les plus marquantes en milieu étudiant furent sans aucun doute les Comités d'Action Politique (CAP). Initié à la base par le Front d'action Politique (F.R.A.P.), le mouvement des CAP est un mouvement politique, affinitaire, et plutôt hétérogène (bien que la composition de chaque comité est essentiellement homogène)¹⁷.

Il existe principalement quatre tendances chez les différents CAP¹⁸. Ces groupes sont essentiellement anti-capitalistes et travaillent, dépendant de la tendance, à la fois dans les institutions scolaires et à l'extérieur. Le niveau d'action externe et interne dépend aussi de l'orientation politique du CAP en question. Toutes tendances confondues, ils veulent essentiellement rassembler les éléments les plus avancés, afin de former une sorte « d'avant-garde éclairée »¹⁹. Les différents CAPS sont aussi fortement influencés par des groupes extérieurs (anarchistes, ml, trotskystes, etc.). Le bilan que Pierre Bélanger trace du mouvement des CAPS est le suivant :

« on constatera rapidement que ces petits groupes d'étudiants-es politisés-es n'avaient, somme toute, eu que peu d'influence auprès de la masse étudiante et que maintenant la mobilisation étudiante ne se faisait qu'à une échelle bien réduite, soit presque toujours limitée au niveau local. »²⁰

En '72, une tentative de retour au syndicalisme étudiant voit le jour sous le nom de Front des étudiants du Québec (F.E.Q.) et qui tentent de faire un contrepoids idéologique aux CAP. Cependant, après seulement quelques rencontres le projet avorte suite à d'importants débats idéologiques entre la faction des groupes politiques (CAPS) et la

¹⁶ Manifestes syndicaux critiquant le capitalisme: *Ne comptons que sur nos propres moyens* (CSN, octobre 1971), *L'État, rouage de notre exploitation* (FTQ, décembre 1971), *L'école au service de la classe dominante* (CEQ, juin 1972)

¹⁷ Pierre Bélanger, *Op. Cit.*, p. 64.

¹⁸ *Ibid.*, p. 64 et 65.

¹⁹ *Ibid.*, p. 64.

²⁰ *Ibid.*, p. 66. Aussi voir pour une analyse plus poussée du mouvement des CAPS, *Le mouvement étudiant, l'appareil scolaire et les luttes de classes au Québec de 1960 à 1974*, Tome II, 1974. Thèse de maîtrise déposée au département de sciences politiques de l'UQAM. Malheureusement, après recherche, il m'a été impossible de le trouver.

faction syndicale (journaux étudiants et associations étudiantes). D'un autre côté, certaines associations étudiantes, dont celle de Maisonneuve, quitte le F.E.Q. pour la simple et bonne raison qu'elles trouvent prématuré de créer une organisation nationale, alors que le travail de reconstruction des syndicats locaux n'est pas encore résolu depuis la liquidation de ces dernières à la fin des années '60. Le problème du F.E.Q. est donc qu'il ne pouvait pas exister sans la présence d'associations syndicales locales pouvant organiser et canaliser l'action militante sur des bases syndicales claires²¹.

À la même époque dans les universités, une tendance politique, moins fermée que les CAP mais toujours organisée sur des bases affinitaires, voit le jour. Issue de la grève de 5 semaines à l'UQAM et à l'UdeM en 1973, l'Organisation Politique de Masse (O.P.M.) vise à regrouper le plus large éventail politique d'étudiants sur une plate-forme minimale progressiste. Ses deux principaux axes sont la lutte contre le capitalisme et l'appui à la classe ouvrière²². Cette mouvance ne durera pas plus qu'une année, car elle fut très vite confrontée aux militantes et aux militants pro-syndical-e-s qui réussirent à la même époque à mettre sur pied à l'UQAM une association générale de type syndicale. C'est la victoire du syndicalisme étudiant en 1973-1974 (reconstruction des associations générales, pour la plupart mortes depuis '69) qui entraîna une nouvelle vague de contestation étudiante au Québec (la lutte contre les Tests d'Aptitudes aux Études Universitaires et la grève générale étudiante sur les prêts et bourses), en 1974, et posa les futures bases de l'A.N.E.Q..²³

Bien que véhiculant un discours plus radical, les différents groupes politiques n'ont pas su regrouper et radicaliser la masse étudiante. Ils n'ont pu construire et consolider une ligne idéologique cohérente pour la population étudiante, ce qui les a empêchés de s'inscrire de façon permanente dans le paysage politique du mouvement étudiant québécois. La période de '69 à '74 clôt pour environ 20 ans le débat entre groupes affinitaires vs syndicalisme étudiant²⁴.

Par la suite, les attaques qui seront orchestrées contre le syndicalisme proviendra de la droite qui s'organisera sur le principe des associations étudiantes, mais dans des organisations corporatistes, par exemple, le R.A.E.U. et la F.A.E.C.Q. dans les années '80. Au tournant des années '90, le syndicalisme étudiant connaîtra ses pires moments depuis '69 avec la création des fédérations étudiantes (F.E.C.Q. et F.E.U.Q.). Ces dernières reprendront le flambeau du R.A.E.U. et de la F.A.E.C.Q., mais contrairement à

²¹ Ibid., p. 67.

²² Ibid., p. 68.

²³ Ibid., p. 69.

²⁴ La période couvrant l'histoire de l'A.N.E.E.Q. ne sera pas abordée, cette dernière n'étant pas pertinente dans le cadre du présent travail.

leurs ancêtres, les fédérations profiteront de la mort de l'A.N.E.E.Q. pour s'implanter, jusqu'à nos jours, comme étant les principales organisations étudiantes québécoises.

Le MDE représente donc la seule organisation étudiante ayant repris le flambeau du syndicalisme étudiant et ce depuis '95. Par contre, l'histoire récente a vu renaître le débat qui a animé la période '69-'74 au sein de la gauche étudiante sur le type d'organisation qui devrait organiser la lutte étudiante. Le syndicalisme étudiant est donc encore une fois confronté à l'interminable débat entre syndicalisme vs groupes politiques.

1.5 Syndicalisme étudiant et grèves générales

Le Québec compte 7 grèves générales étudiantes au cours de son histoire. Il y a un parallèle intéressant à effectuer entre ces grandes mobilisations et les organisations de type syndical. Comme le fait remarquer Benoit Renaud :

« Chaque grève générale marque un tournant dans l'histoire des organisations étudiantes nationales. Celle de 1968 a provoqué la dissolution de l'UGEQ, celle de 1974 contribue fortement à la fondation de l'ANNEQ, celle de 1978 marque la division du mouvement entre « concertationnistes » et syndicalistes et prépare la fondation du RAEU et de la FAECQ. Ensuite, la grève de 1986, une victoire organisée du début à la fin par l'ANEEQ, précipite la disparition du RAEU et de la FAECQ. Puis, celle de 1988, une défaite cette fois, déclenche une crise au sein de l'ANEEQ et ouvre la porte à la FEUQ. Cette crise contribuera en retour à la défaite de 1990 qui provoque la fondation de la FECQ et la mort lente de l'ANEEQ. »²⁵

Cependant, la grève étudiante de '96 ne semble pas apporter d'aussi grandes transformations au sein du mouvement étudiant. Il y eut une expansion du MDE de courte durée et un déclin relatif de la F.E.C.Q. mais plutôt temporaire.

Dans la foulée de cette mobilisation, il y eut tout de même explosion de groupes politiques et/ou affinitaires en milieu étudiant. Les militantes et les militants ont déserté les associations étudiantes suite à la grève, ce qui a donné des événements tels le Plan G, le Forum de la gauche étudiante et Opération Salami. Dans un passé plus rapproché, il y eut apparition de plusieurs groupes anarchistes et d'un groupe anarchiste féministe, ainsi que quelques comités de mobilisation qui se réclament de l'anarchisme. On a donc assisté à une explosion des groupes et des formes d'action. Il faut aussi noter qu'une partie importante des militantes et des militants qui composent ces groupes proviennent du milieu étudiant.

Certains groupes et événements s'inscrivaient d'ailleurs dans une ligne anti-syndicale (ou du moins de remise en question), mais à différents degrés et dans certains cas jusqu'à une dynamique claire de confrontation idéologique (les principales critiques posées sont celles de la «bureaucratie» et du «réformisme»).

Autre chose, aucune grève générale étudiante n'a vu le jour à l'extérieur des paramètres du syndicalisme étudiant. Seule la grève de '74 ne fut pas orchestrée par une association

²⁵ Benoit Renaud, Op. Cit., p. 6.

nationale, mais elle découle néanmoins d'une coordination nationale des syndicats locaux et pousse à la création de l'A.N.E.E.Q. Ça ne veut pas dire que dans l'absolu c'est totalement impossible, mais il est important de se rappeler les deux tentatives de grèves générales de cette année, qui n'ont pas levé et qui ont été poussées par une ligne politique qui faisait totalement fi des organisations syndicales (c'est entre autres une des raisons, mais il faut mentionner qu'elle n'est pas la seule et que comme à chaque fois la conjoncture y était pour beaucoup).

2.0 Bases théoriques et organisationnelles

Comme il fut mentionné plus haut, le syndicalisme étudiant ne voit pas le jour avant les années '60 au Québec. C'est d'ailleurs à la même époque que le syndicalisme ouvrier connaît une forte croissance au Québec, notamment avec la syndicalisation des employé-e-s du secteur public.

Il faut voir qu'à l'origine le syndicalisme étudiant s'inspire fortement de son pendant ouvrier. Par exemple, dans ses structures (assemblées générales, conseils exécutifs, conseils centraux, congrès, etc.)²⁶, dans ses actions (occupations, manifestations, grèves, boycotts, déménagements, etc.), ou encore dans ses méthodes d'information (tracts, journaux, assemblées publiques, etc.), les moyens employés tant par les organisations ouvrières qu'étudiantes se confondent.

Cependant, il faut faire quelques différenciations entre les deux formes de syndicalisme. Par exemple, une unité syndicale ouvrière locale possède une homogénéité de classe, contrairement à son pendant étudiant qui est très hétérogène. De plus, l'action ouvrière s'inscrit plus longuement dans le temps (une travailleuse ou un travailleur passe de nombreuses années sur le marché du travail) contrairement à l'action étudiante (une période de 2, 3, 4, ou 5 ans au plus).

Il faut aussi voir que contrairement à la majorité de la classe ouvrière, l'ennemi public numéro 1 des organisations étudiantes n'est pas directement le patronat, mais l'État (bien que l'État dans notre système social n'est que le miroir de la bourgeoisie). Les actions étudiantes n'ont pas non plus la capacité directe de bloquer la production, ce qui rend la tâche plus difficile afin de créer un rapport de force face à l'État.

Même si le syndicalisme étudiant n'est pas une organisation de classe, l'ensemble de la population étudiante possède une communauté d'intérêts (qualité de l'enseignement, bibliothèque, services pédagogiques, etc.) indépendamment de l'origine sociale. De plus, les étudiantes et les étudiants ont de plus en plus tendance à se prolétarianiser durant leur période d'étude (emplois salariés à temps partiel, de moins en moins de bourses et de plus en plus de prêt, 50% de la population étudiante universitaire dépendante de l'aide financière, 25% des étudiantes et des étudiants collégiaux dans la pauvreté et 10% dans la

²⁶ Les conseils régionaux de l'A.N.E.E.Q. qui sont inspirés par les Conseils centraux de la C.S.N., même qu'à sa fondation l'A.E.C.S.L. songe à joindre les rangs de cette dernière.

misère, etc.). L'ensemble de ces facteurs font naître le besoin et même la nécessité de se regrouper dans des organisations vouées à la défense et au combat pour et par les jeunes travailleur-euse-s intellectuel-le-s.

L'éducation n'étant pas une sphère isolée de la société et étant modelée par les modes de production et les intérêts de classe de la société capitaliste, contrairement au discours que veulent nous laisser croire les organisations réactionnaires comme la F.E.C.Q. et la F.E.U.Q., le syndicalisme étudiant ne peut donc pas être corporatiste. Il ne peut l'être, car l'idéologie de ce dernier est basé sur la reconnaissance de l'étudiante et de l'étudiant comme étant une force de changement social provenant de son statut d'intellectuel-le. En tant que jeune travailleur-euse, il et elle se doit d'allier son combat à la classe ouvrière et à l'ensemble des luttes progressistes (luttes féministes, anti-racistes, autochtones, pour la laïcité, etc.).

Donc la tâche des syndicats étudiants «est la défense de leurs intérêts (lire ici intérêts étudiants) matériels et moraux quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses»²⁷. Pour ce faire il doit donc unir et regrouper le plus grand nombre.

« L'union des étudiants entre eux et le refus de la concurrence est le premier pas qui mène à la conscience commune. Sans celle-ci il n'y a pas de lutte possible. C'est le premier travail du militant, c'est la raison pour laquelle nous avons choisi comme mot d'ordre élémentaire du syndicat la phrase «Une attaque contre un seul est une attaque contre tous»²⁸.

Il se doit donc d'unir sur une base commune (relevant de la communauté d'intérêts) que sont les revendications. Il ne faut pas oublier, bien que certains et certaines ne le comprennent pas, que ces revendications (les revendications ponctuelles) se doivent de toucher autant que possible le plus grand nombre dans un premier temps. C'est la première étape de l'union. Ensuite il faut exposer et faire comprendre les grands principes desquels découlent ces dernières. L'organisation syndicale se doit donc d'informer et d'éduquer.

C'est en mettant en commun les ressources qu'un tel travail peut se faire. C'est pourquoi les organisations locales conséquentes se regroupent au niveau national afin de mettre en commun des ressources, coordonner les luttes et de pousser un discours théorique et idéologique commun.

Le syndicat fait de la politique au sens où il vise à mener une lutte progressiste pour l'amélioration des conditions de vie de la population et de défendre les intérêts de ses membres. Son but n'est pas la prise du pouvoir, ni de mettre de l'avant une politique partisane. C'est pourquoi, au Québec les syndicats étudiants ont toujours défendu la notion de l'autonomie du mouvement étudiant. Une autonomie qui se préserve face aux syndicats ouvriers, groupes populaires, groupes communautaires et partis politiques²⁹.

²⁷ Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque, Op. Cit.

²⁸ Ibid.

²⁹ Ce qui ne veut pas dire travailler en collaboration, mais juste d'éviter que les organisations étudiantes ne soient inféodées aux intérêts des autres organisations.

Une autonomie qui vise aussi une indépendance face aux structures de concertation et de collaboration de l'État. Le mouvement étudiant a définitivement perdu son autonomie au tournant des années '90 avec l'apparition des Fédérations. Ces dernières ont rompu avec la tradition en devenant plus ou moins des organes du Parti Libéral ou du Parti Québécois (tout dépendant de quel parti est au pouvoir) et en s'insérant dans l'ensemble des instances de collaboration et de concertation (quel plus bel exemple que les deux derniers sommets).

Une autre particularité dont se sont doté les syndicats étudiants, sont les services. Plusieurs associations étudiantes (qui ne sont pas des syndicats) se contentent exclusivement de cet aspect. Pour les organisations syndicales, le fait de se doter de services provient de raisons politiques. C'est-à-dire, de simplifier la vie quotidienne de ses membres. Par exemple, ils ont mis sur pied des services de photocopies, des cafés étudiants, des radios étudiantes, différents clubs et organismes, des services de griefs, etc. En d'autres mots, l'argent alloué pour les services ne servent pas strictement à faire des party, mais à offrir des services concrets et utiles à la population étudiante. De plus, ces services font prendre conscience à des membres de l'importance de leur association étudiante et de façon indirecte ils servent comme outils de mobilisation.

3.0 Syndicalisme étudiant et groupes affinitaires

Présentement en Amérique du Nord (il semble que le phénomène soit encore plus présent chez les anglophones), les différent-e-s militant-e-s de gauche semblent de plus en plus privilégier une forme d'organisation basée sur des liens d'affinités (contre la vivisection, groupes écologistes, action non-violente, groupes anarchistes, *copwatch*, anti-fascisme, groupes féministes, etc.), des genres de collectifs, qui par la suite peuvent ou non travailler en coalitions plus ou moins larges et qui parfois se regroupent autour d'un journal.

Ils peuvent être composés de 5 à 20 personnes, mais jamais plus que quelques dizaines. Bien souvent ils forment des genres de *networks* ou chaque branche est totalement autonome. Ces groupes produisent généralement leur matériel de propagande autonome et peuvent provenir de l'ensemble du spectre idéologique de gauche. Ils peuvent agir sur un type d'action ou de sujet précis, ou mener une lutte plus large (les plus politisés et cohérents idéologiquement vont généralement posséder un discours global).

Depuis sa fondation, le MDE a dû à plusieurs reprises travailler en collaboration avec ce genre d'organisations. Mais aussi, il a dû être confronté idéologiquement à de tels groupes (CANEVAS, Coalition Y, Salami)³⁰. Il y a eu aussi une tentative de renaissance du syndicalisme étudiant en discutant de ces questions avec différents groupes affinitaires et comités de mobilisation³¹ lors du Forum de la Gauche Étudiante au printemps et à

³⁰ Il faut voir que dans le cas précis de ces groupes, outre la question affinitaires, il y avait l'ensemble du débat sur non-violence vs autodéfense.

³¹ Pour l'auteur un comité de mobilisation n'est pas nécessairement un groupe affinitaire. Quant-il est un outil du syndicat étudiant local (genre d'instance, lieu de réunion et d'élaboration d'actions syndicales, «bras armé» de l'A.G., etc.) ou quand il vise rassembler les éléments pro-syndical d'une institution afin de prendre le contrôle de l'asso et de faire passer une ligne syndical. Par contre, lorsqu'il devient le «club sélect» de quelques militantes et militants afin de travailler de façon indépendantes des structures

l'automne '97. Les résultats furent non concluents et laissèrent une gauche étudiante encore plus divisée. Depuis, la question n'est toujours pas réglée sur la forme organisationnelle que devrait prendre l'action militante en milieu étudiant.

Avant d'aller plus loin, il faut se poser la question des buts visés par l'action étudiante. Est-ce de rassembler un petit noyau d'individus très politisés et de pousser pour une ligne idéologique précise?

Si oui, alors peut-être qu'une organisation de type affinitaire peut réussir à faire le travail, mais encore là, de telles organisations ne s'inscrivent pas dans le temps et l'efficacité d'un tel travail est très liée à une conjoncture précise. Dans une période de mobilisation, il serait probablement possible de radicaliser la lutte et d'aller chercher plus d'appuis. Dans une période plutôt calme, la «masse» serait probablement moins attentive et de tels groupes recevraient un écho moins favorable. Du côté des actions, il pourrait être possible d'organiser une importante manifestation (mais sûrement pas sans un grand support des associations étudiantes, comme par exemple le 25 janvier '95), mais de telles organisations ne pourraient pas organiser une mobilisation étudiante massive de longue haleine (genre grève générale), d'ailleurs, et on l'a vu plus haut dans le texte, aucune grève générale ne s'est tenue en dehors du cadre syndical dans l'histoire du mouvement étudiant au Québec.

Il y a plusieurs raisons qui peuvent expliquer l'incapacité de tels groupes à réussir une quelconque mobilisation d'envergure. Voici maintenant les deux principales. Premièrement, il est nécessaire de pouvoir réunir les étudiantes et les étudiants dans une instance large où ils et elles peuvent décider et dans laquelle elles et ils ont confiance. Aussi imparfaite soit-elle, la seule qui existe est l'association générale étudiante menée par son assemblée générale. Un groupe affinitaire ne permet pas une telle réunion, car il est basé sur une organisation restreinte avec une orientation idéologique tranchée. L'assemblée permet de réunir la population étudiante d'une institution donnée peu importe l'opinion politique des différents membres qui la compose. Sans l'adhésion d'une partie importante de la communauté étudiante, il est stupide de croire qu'une quelconque action de masse, comme une grève générale, peut-être entreprise. Les gens ne suivront pas stupidement les mots d'ordre venant de groupes dans lesquelles ils n'ont pu s'exprimer.

Deuxièmement, il y a la question des moyens. Une association étudiante, de par sa cotisation, regroupe une base de moyens techniques et financiers qui sont essentiels à l'action étudiante. C'est bien beau croire à un financement autonome, mais même dans le cas des meilleurs campagnes de financement, on ne pourra même pas ramasser une partie infime des sommes que peuvent amasser les assos étudiantes. De plus, avec tous les outils dont les syndicats étudiants se sont dotés depuis des années, il serait fou, voire ridicule de

syndicales (quant elles sont présentes) ou de ne pas pousser pour une ligne syndical quant l'asso ne s'inscrit pas dans cette logique (plutôt agir comme un espèce de groupe politique), il s'inscrit alors dans une perspective affinitaire.

s'en passer. D'ailleurs, combien d'organisations affinitaires, qui chient sur la bureaucratie étudiante et sur le syndicalisme étudiant, ne pourrait même pas fonctionner sans les syndicats étudiants qui leur offrent plusieurs ressources techniques et financières (ordinateurs, téléphones, photocopieurs, dons, etc.). Pour avoir recours à une telle aide, il faut que les associations étudiantes restent minimalement sous un contrôle de gauche. Il ne faut pas perdre de vue que le syndicat étudiant est ouvert 365 jours par année et peut répondre quotidiennement aux besoins et demandes de ses membres qui ne sont pas nécessairement toujours la lutte contre le capitalisme. Les groupes affinitaires ne peuvent remédier quotidiennement à ces problèmes.

Le caractère permanent, doublé de la courte vie d'un ou d'une militant-e- étudiant-e, permet aussi une base stable de préservation des connaissances et de formation militante.

Il est aussi important de ne pas perdre de vue la conjoncture actuelle du mouvement étudiant. Il existe présentement deux fédérations étudiantes de droite (F.E.C.Q et F.E.U.Q.) dotées d'immenses moyens financiers. Seule une gauche étudiante syndicale peut dresser un mur capable de minimiser et peut-être d'empêcher l'immense travail de sabotage et de reculs sociaux que pratiquent quotidiennement ces organisations, ainsi que de tenter de renverser la vapeur. Ou sinon, on peut toujours abandonner totalement le terrain et laisser les fédérations agir à leur guise.

Autre donnée importante, les syndicats étudiants ont pour tâche de rassembler les forces progressistes dans les différentes institutions, ainsi que de sensibiliser et d'éduquer. Ce phénomène constitue une base importantes de « recrutement » pour les autres organisations politiques de gauche. Donc une organisation syndicale étudiante nationale en santé est une base d'appui et de sympathie non-négligeable pour d'autres organisations.

Cependant, un aspect important et à ne pas rejeter des groupes affinitaires est le dynamisme et le radicalisme que de telles organisations peuvent susciter. C'est pour ça qu'il faut trouver un certain niveau d'entente et d'équilibre entre les organisations syndicales et ces dernières. C'est pourquoi une réflexion importante sur les structures du MDE devait être entreprise. Non pas pour les changer nécessairement de A à Z, mais plutôt de trouver un moyen d'intégrer les militantes et les militants individuel-le-s. L'idée des comités régionaux est sans doute un pas dans la bonne direction. Cependant, afin d'éviter certains conflits qui se sont produits à ce sujet, il faut élaborer et rendre cette structure plus claire. Elles devront par contre être entrevue dans une perspective de décentralisation de certaines instances, afin d'apporter des solutions claires à certaines critiques qui ont été émises au cours des derniers mois (et oui certaines étaient peut-être fondées) et par ce moyen d'impliquer le plus de militantes et de militants possible. Par contre, il faut néanmoins laisser une place importante aux associations étudiantes pour préserver la question du syndicalisme étudiant et ne pas transformer le MDE en un gros groupe d'affinité.

4.0 Construire le MDE

Il est important de retenir que ni le syndicalisme étudiant, ni le MDE ne sont des fins en soi, mais ils représentent les outils de lutte les plus avancés en ce qui concerne la défense du droit à l'éducation et le support aux luttes progressistes en milieu étudiant. En 40 ans

d'histoire, l'organisation syndicale étudiante a prouvé son apport quotidien nécessaire pour rassembler le plus largement possible la population étudiante dans des véhicules de lutte et de défense des droits. Il faut continuer dans cette voix et ne pas oublier les rôles d'éducation et de conscientisation qui incombent aux organisations syndicales.

Il y a bien entendu place à l'innovation et à l'imagination. Les structures n'étant pas à certains moments des plus dynamiques. La conjoncture politique de la gauche militante, ainsi que le développement de nouvelles pratiques activistes doivent servir de réflexion et peuvent nécessiter certaines transformations dans les pratiques traditionnelles dont se sont doté les associations nationales dans l'histoire du syndicalisme étudiant au Québec. Bien que le MDE à sa création en '95 présentait un certain changement par rapport à l'A.N.E.E.Q. dans sa structure organisationnelle (membres individuel-le-s, comités de travail, adhésions par comités thématiques, membres de soutien), il est peut-être temps après 5 ans d'expériences de trouver des améliorations propices à s'insérer dans le nouveau contexte militant québécois (pas nécessairement juste au niveau des structures, mais aussi au niveau politique et au niveau des formes d'action).

Par contre, aussi imparfaites soient-elles, les associations étudiantes locales doivent rester au cœur de nos préoccupations car elles sont basées (dans la majorité des cas) sur l'assemblée générale, qui est la pratique démocratique la plus avancée que l'on connaisse. Il ne faut pas non plus perdre de vue le caractère de masse de l'assemblée générale et de l'association étudiante.

Bien que les associations étudiantes peuvent parfois sombrer dans des pratiques à la fois molles et bureaucratiques, elles doivent demeurer au cœur du militantisme étudiant et de notre pratique militante. C'est d'ailleurs notre devoir en tant que militantes et militants étudiant et étudiantes d'empêcher de tels revirements. Il nous faut être les chiennes et les chiens de garde de la démocratie étudiante et s'assurer que les associations générales étudiantes demeurent libres, démocratiques, innovatrices et militantes. Lâcher la serviette est de faillir à notre tâche militante afin de rassembler et de faire comprendre la nécessité de se regrouper pour se défendre et pour se battre.

Le syndicalisme étudiant doit se développer et rallier la population étudiante sous sa bannière. Pour l'instant le MDE est le seul porte étendard de cette idéologie au niveau national. Donc à court et à moyen terme le destin du syndicalisme étudiant et du MDE sont intimement liés. Il ne faut pas encore laisser passer la chance de remettre sur pied une alternative étudiante nationale de gauche.

Pour un syndicalisme étudiant de combat!

Pour un MDE uni, fort et rassembleur!